

CAP. XVI.

Acte pour amender les lois concernant l'Education en
en cette Province.

[Sanctionné le 5 avril 1869.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de
la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Conseil d'ins-
truction publi-
que sera nom-
mé.

1. Dans les quatre mois qui suivront la passation de cette loi, le lieutenant-gouverneur en conseil nommera vingt-et-une personnes, dont quatorze catholiques romaines et sept protestantes, pour former le conseil de l'instruction publique pour la province de Québec avec le ministre de l'instruction publique ou le surintendant de l'éducation pour la province, selon le cas, pour le temps d'alors, et jusqu'au moment de cette nomination, les membres actuels du conseil de l'instruction publique resteront en charge.

Conseil forme-
ra deux comi-
tés, un pour
les catholiques
un autre pour
les protestants.

2. Le dit conseil, aussitôt après sa réorganisation en vertu de cet acte, se divisera en deux comités, l'un d'eux composé des membres catholiques romains, et l'autre des membres protestants, et ce qui est du ressort du dit conseil sera renvoyé à chacun des dits comités respectivement, en autant que les intérêts de l'éducation des catholiques ou des protestants respectivement pourront y être particulièrement concernés, et cela en la manière et en la forme qui sera de temps à autre réglée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur le rapport du ministre de l'instruction publique ou du surintendant de l'éducation. Le ministre de l'instruction publique, ou le surintendant de l'éducation pour le temps d'alors, sera membre *ex-officio* de chacun des dits comités, mais n'aura droit de voter que dans le comité de la religion à laquelle il appartiendra.

Min. de l'ins-
pub. sera
membre.

Quorum du
conseil et du
comité.

3. Le *quorum* du conseil de l'instruction publique, après sa réorganisation, se composera de neuf membres, et chacun de ses comités fixera son propre *quorum*.

Allocation
pour l'éduca-
tion supérieu-
re, sera propor-
tionnée entre
catholiques et
protestants.

4. La subvention totale aux universités, collèges classiques, collèges industriels, académies et écoles modèles qui sera payée en vertu du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada, ou de toute autre loi qui pourra être passée, concernant l'éducation supérieure, sera à l'avenir répartie entre la totalité des institutions catholiques et protestantes, respectivement, d'après la proportion relative des populations catholique romaine et protestante de la province d'après le recensement alors dernier.

Si le conseil
décide
d'administrer

5. Si à une séance du conseil de l'instruction publique, dix des membres catholiques romains ou cinq des mem-

bres protestants nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, enregistrent leurs votes en faveur d'une proposition déclarant qu'il est désirable que la direction des écoles et des institutions catholiques romaines et protestantes respectivement soit distincte et séparée, il sera du devoir du président du dit conseil, de convoquer une assemblée spéciale du dit conseil pour délibérer de nouveau au sujet de ce vote, laquelle assemblée aura lieu pas plus de soixante jours ni moins de trente jours après celle à laquelle ce vote aura eu lieu.

6. Si à l'assemblée ainsi convoquée le dit vote est confirmé par le même nombre de membres catholiques romains ou de membres protestants selon le cas, le président du dit conseil transmettra au lieutenant-gouverneur une copie des minutes des dites séances et dans un délai de trois mois, les membres catholiques romains et protestants du dit conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, seront constitués, par ordre en conseil, en deux conseils d'instruction publique séparés dont les pouvoirs et juridictions seront distincts en ce qui concerne l'éducation catholique et l'éducation protestante respectivement, et définis par le dit ordre en conseil.

7. Si à l'époque de la passation du dit ordre en conseil, ou en aucun temps ci-après, il y a un ministre de l'instruction publique, il sera membre *ex-officio* des deux conseils mais n'aura droit de voter que dans le conseil de la croyance religieuse à laquelle il appartiendra lui-même; et il sera aussi nommé deux secrétaires du ministère de l'instruction publique, et l'un d'eux sera secrétaire du conseil de l'instruction publique catholique romain et l'autre sera secrétaire du conseil de l'instruction publique protestant, et leurs devoirs sous la direction du ministre de l'instruction publique, seront de temps à autre définis par ordre en conseil sur le rapport du ministre.

8. Si, au moment de la division du conseil de l'instruction publique en deux conseils, ou si plus tard il y a un surintendant de l'éducation au lieu d'un ministre de l'instruction publique, le dit surintendant sera membre *ex-officio* du conseil de l'instruction publique, de la religion à laquelle il appartiendra lui-même, et il sera nommé deux députés surintendants, et la direction des écoles et des institutions protestantes et catholiques romaines, respectivement, sera divisée entre eux sous le surintendant, selon qu'il sera réglé par le lieutenant-gouverneur en conseil; et ces députés surintendants seront membres, respectivement, du conseil duquel ressortiront les écoles confiées à leur direction respective, et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un secrétaire pour chacun des conseils de l'instruction publique, sur la recommandation de chacun des dits conseils.

séparément pour les cath. et les prot., assemblée sera convoquée.

Si la décision est confirmée chaque comité formera un conseil séparé.

Le ministre de l'instruction publique sera membre de chaque conseil mais ne votera que dans un.

Surintendant de l'éducation sera membre d'un conseil avec deux députés, un pour chaque croyance.

Répartition
des subven-
tions après la
division du
conseil.

9. Depuis et après la passation de l'ordre en conseil divisant le conseil de l'instruction publique d'après la sixième section de cet acte, les subventions des écoles normales, et toutes autres allocations quelconques, pour les fins de l'éducation, et toutes les dépenses du gouvernement pour les fins de l'éducation seront réparties entre les institutions catholiques romaines et protestantes, et pour l'avantage des catholiques romains et des protestants respectivement, d'après la proportion des populations catholique romaine et protestante en cette province, d'après le recensement alors dernier; mais les sommes à être payées aux écoles communes, continueront à être distribuées d'après le chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Restriction de
la responsabi-
lité des dissi-
dents pour l'a-
venir.

10. Les dissidents ne seront assujétis à aucune cotisation ou taxe scolaire qui pourra être imposée par les commissaires d'école, sauf la cotisation de l'année alors courante, ou les cotisations imposées pour la construction de maisons d'école données précédemment à l'entreprise, ou le paiement de dettes précédemment encourues; pourvu toujours que ces cotisations soient prélevées dans les six mois qui suivront la date de la signification du dissentiment mentionné dans la cinquante-cinquième section du dit chapitre, ou de la déclaration ci-après pourvue.

S. R. B. C. c.
15, s. 55 amen-
dé.

11. Le mot "habitants," partout où il se rencontre dans la cinquante-cinquième section du dit chapitre, sera et est par le présent remplacé par les mots "propriétaires, occupants, locataires ou contribuables."

Comment les
dissidents
pourront se
mettre sous le
contrôle des
commissaires.

12. Tout dissident pourra, en aucun temps, déclarer par écrit son intention de cesser de contribuer à l'école dissidente; et la réception de sa déclaration par le président des syndics d'école, et par le président des commissaires d'école respectivement, le replacera sous le contrôle des dits commissaires d'école, sauf cependant les restrictions ci-dessus à l'égard des cotisations.

Les commis-
saires seuls
prélèveront des
taxes, et re-
mettront aux
syndics leur
part.

13. Les commissaires d'école de la majorité dans toute municipalité scolaire auront seuls le pouvoir de prélever des taxes sur les terres et propriétés immobilières des corporations et des compagnies incorporées; mais ils remettront annuellement aux syndics de la minorité une proportion de toutes les taxes prélevées par eux sur ces corporations et compagnies, dans la même proportion que l'allocation du gouvernement pour la même année aura été divisée entre eux et les dits syndics; et la proportion des taxes prélevées pour la construction de maisons d'école et pour le paiement des dettes, ainsi remise aux syndics susdits, sera réservée par eux pour la construction ou la réparation de leurs propres maisons d'école. Aucune institution ou corporation religieuse, charitable ou d'éducation ne sera taxée pour les fins scolaires pour les pro-

Pour quelles
propriétés les
institutions re-

propriétés occupées par elles pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, mais les propriétés possédées par elles pour des fins de revenu seront taxées par les commissaires d'école ou syndics de la majorité ou minorité religieuse à laquelle telles institutions ou corporations appartiendront et au profit exclusif de telle majorité ou minorité ou suivant les déclarations qui seront faites par elles à cet effet, mais dans le cas où la dénomination religieuse à laquelle appartiendront telles corporations ou institutions, ne sera pas apparente et où telle déclaration n'aura pas été faite alors il en sera des propriétés en dernier lieu mentionnées comme des propriétés des autres corporations ou compagnies incorporées en vertu de cette clause.

ligieuses pourront être taxées.

Tout propriétaire non résident, pourra déclarer par écrit aux commissaires d'école et aux syndics des écoles dissidentes, son intention de diviser ses taxes entre les écoles de la majorité et celles de la minorité, et dans ce cas les commissaires d'école continueront à prélever et à recevoir les dites taxes, et paieront aux syndics des écoles dissidentes la part et proportion d'icelles qui leur aura été indiquée par le dit propriétaire.

Propriétaires non-résidents pourront répartir leurs taxes à leur gré.

14. Lorsque les syndics d'école de la minorité dans deux municipalités adjacentes seront incapables d'entretenir une école dans chaque municipalité, il leur sera loisible de s'unir et d'établir et maintenir sous leur administration collective, une école qui sera située aussi près que possible des limites des deux municipalités, de manière à être accessible à toutes deux ; les dits syndics feront conjointement rapport de leurs délibérations au ministre de l'instruction publique, ou surintendant de l'éducation, pour le temps d'alors, suivant le cas, qui remettra la part de l'allocation des écoles communes au secrétaire-trésorier dont le nom se trouvera le premier inscrit sur le rapport.

Deux municipalités pourront s'unir pour les écoles.

15. Lorsqu'il n'y aura pas d'école dissidente dans une municipalité, il sera loisible à tout chef de famille y domicilié, professant la croyance religieuse de la minorité de la dite municipalité et ayant des enfants en âge de fréquenter l'école, de déclarer par écrit au président des commissaires d'école qu'il a l'intention de contribuer au soutien d'une école située dans une municipalité voisine, laquelle école ne sera pas éloignée de plus de trois milles de son domicile ; et il devra dès lors payer, sauf les réserves ci-dessus mentionnées, ses taxes aux commissaires ou syndics, selon le cas, auxquels l'administration de la dite école sera confiée ; mais il sera fait dans tous les rapports scolaires une mention spéciale des enfants venant d'une municipalité voisine, et il ne sera tenu aucun compte de ces enfants dans la répartition des allocations scolaires entre les commissaires et les syndics.

Dissidents sans écoles pourront contribuer à une école de municipalité voisine.

Rapports dans ces cas.

En certains cas et avec certaines formalités les corporations de syndics pourront être déclarées dissoutes.

Contribuables tomberont alors sous les commissaires.

Mais après une année ils pourront se séparer de nouveau.

Commissaires actuels de Québec et de Montréal seront remplacés le 1^{er} juillet prochain par d'autres nommés par le lieut. gouv. et par la corporation.

S'ils ne sont nommés ce jour là, ils le seront au plus tôt après.

16. Lorsque les syndics des écoles dissidentes dans aucune municipalité auront laissé passer une année sans avoir d'école soit dans leur propre municipalité soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et qu'il sera établi qu'ils ne mettent pas de bonne foi la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, il sera loisible au ministre de l'instruction publique ou au surintendant de l'éducation, pour le temps d'alors, selon le cas, après trois avis consécutifs publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans le *Journal de l'Instruction Publique* et dans le *Journal of Education* à cet effet, de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil, trois mois après la publication du premier de ces avis, que la corporation des syndics des écoles dissidentes pour telle municipalité soit déclarée dissoute; et les contribuables qui auront été sous le contrôle des dits syndics seront dès lors assujétis à toutes les taxes et cotisations prélevées par les commissaires d'école; et ils seront de plus tenus de payer aux commissaires une somme égale à leur part et proportion de toutes les taxes scolaires prélevées par les commissaires, pendant tout le temps que les dits syndics dissidents auront négligé d'avoir des écoles; mais une année après que telle corporation des syndics aura été déclarée dissoute dans la *Gazette Officielle de Québec* aucun nombre de contribuables professant la croyance religieuse de la minorité de telle municipalité pourra élire de nouveau des syndics et former une nouvelle corporation en la manière prescrite par la loi.

17. Les commissaires d'école des bureaux catholiques romains et protestants de commissaires d'école des cités de Québec et de Montréal ne resteront en charge que jusqu'au premier de juillet prochain, et avant le dit jour le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de l'instruction publique, nommera pour chacun des dits bureaux trois commissaires qui en feront partie, et les corporations des cités de Québec et de Montréal nommeront également pour chacun des dits bureaux dans leurs cités respectives trois commissaires qui en feront partie; et les dits commissaires ainsi nommés entreront en charge le premier jour de juillet prochain; pourvu toujours que si vingt jours avant le dit jour l'une ou l'autre des dites corporations a négligé de signifier par écrit au ministre de l'instruction publique les nominations qu'elles sont tenues de faire, les dites nominations seront faites par le lieutenant-gouverneur en conseil de la manière ci-dessus pourvue.

18. Dans le cas où les nominations ou quelqu'une des nominations à être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil n'auraient pas été faites avant le dit jour, elles seront faites subséquemment dans le plus court délai

possible, et les commissaires d'école ainsi nommés entrèrent en charge immédiatement après leur nomination.

19. Le premier jour de juillet de chaque année subséquente dans chacun des dits bureaux, un des commissaires d'école nommés par la corporation, et un de ceux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sortiront de charge et seront remplacés selon le mode de leur nomination, et toutes les dispositions ci-dessus s'appliqueront ; et la première et la seconde année, ceux des commissaires dont les noms se seront trouvés les derniers dans les listes de nominations publiées dans la *Gazette Officielle de Québec* sortiront de charge les premiers, et les années suivantes les deux plus anciens commissaires d'après la date de leur nomination sortiront de charge les premiers, de manière à ce qu'après les deux premières années, après la passation de cet acte, chaque commissaire reste en charge pendant trois ans.

Deux commissaires sortiront chaque année.

Ordre de leur sortie.

20. Toute vacance dans les dits bureaux par mort, absence de la province ou autrement, sera remplie d'après le mode de la nomination du commissaire à remplacer, et le remplaçant ne restera en charge que pendant le temps pendant lequel son prédécesseur eût continué en charge, et lorsqu'une nomination aura été faite par le lieutenant-gouverneur en conseil, parceque la corporation aura négligé de la faire, le commissaire ainsi nommé sera censé avoir été nommé par la corporation pour toutes les fins de cette section et de la précédente.

Comment les vacances parmi les commissaires seront remplies.

21. La cent trente-troisième section du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada et les trois premières sections du vingt-deuxième chapitre des statuts de cette province passés dans la trente-et-unième année du règne de sa majesté sont révoquées.

S. R. B. C. c. 15, s. 133 et ss. 1, 2, 3, de 31 V. c. 22 abrogés.

22. La subvention annuelle pour l'entretien des écoles dans les cités de Québec et de Montréal sous les vingt-quatrième, quatre-vingt-huitième et quatre-vingt-neuvième sections du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada sera en proportion des populations des dites cités, et sera répartie par le ministre de l'instruction publique ou le surintendant de l'éducation pour le temps d'alors, selon le cas, entre les dits bureaux de commissaires d'école catholiques romains et protestants dans la proportion relative des populations catholiques romaines et protestantes dans chacune des dites cités d'après le recensement lors dernier.

Répartition de la subvention annuelle pour Québec et Montréal.

23. Les corporations des dites cités de Québec et de Montréal paieront pour l'entretien des écoles dans les dites cités une somme triple de la part de l'allocation du gouvernement revenant aux écoles des dites cités d'après les dispositions ci-dessus, et la somme revenant à chacun des bureaux de commissaires d'école catholiques romains et

Montant à payer par Québec et Montréal, à qui payable et comment recouvré.

protestants d'après les dispositions suivantes sera payée aux secrétaires-trésoriers des dits bureaux indépendamment du prélèvement de la taxe ci-après pourvue par les dites corporations en deux paiements semi-annuels égaux, le premier de janvier et le premier de juillet de chaque année, et pourra être recouvrée par les dits bureaux devant toute cour compétente avec intérêt et dépens. Pour la présente année le paiement dû le premier juillet pourra être retardé jusqu'au premier d'août.

Corporations de Québec et Montréal prélèveront des taxes pour rencontrer le montant qu'elles devront payer.

24. Les corporations de Québec et de Montréal prélèveront annuellement par cotisation sur la propriété foncière dans les dites cités, une taxe suffisante pour couvrir le montant payable par elles pour l'entretien des écoles en vertu des dispositions précédentes, et la dite taxe sera imposée, prélevée, et recouvrée dans le même temps et en la même manière que les autres taxes de la cité sur la propriété foncière, excepté que si, pour l'année courante, le temps d'imposer et de prélever les dites taxes est passé quand cette loi deviendra en force, la dite taxe n'en sera pas moins imposée et prélevée immédiatement. La dite taxe sera connue sous le nom de "taxe des écoles de la cité."

Certaines propriétés d'institutions religieuses exemptes de taxes.

25. Les propriétés foncières appartenant à des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation, et occupées par les dites institutions ou corporations pour les fins pour lesquelles elles ont été établies et non possédées par elles uniquement pour en retirer un revenu, seront exemptes de "la taxe des écoles de la cité."

Cette taxe sera payable par le propriétaire sans recours contre le locataire, à moins de stipulation expresse.

26. La dite taxe des écoles de la cité sera payable par les propriétaires de bien-fonds à l'exclusion du locataire, et le locataire ne sera point tenu d'en rembourser le montant au propriétaire, excepté dans le cas d'une stipulation expresse, et la dite taxe ne sera pas censée être comprise dans aucun bail qui sera passé après la passation de cet acte sous le nom de "taxes municipales ou taxes de la cité ou de la corporation," ou sous les mots "toutes les taxes" mais devra être expressément mentionnée sous le nom de "taxe des écoles de la cité." L'usufruitier ou l'occupant en vertu d'un bail emphytéotique sera censé être le propriétaire pour les fins de cet acte, de même que l'occupant dans le cas où le propriétaire sera inconnu.

Corporations de Québec et Montréal feront faire un état annuel des propriétés foncières ; — nominations à cette fin.

27. La corporation de la cité de Montréal et le bureau des cotiseurs de la cité de Québec feront faire immédiatement, et aussi feront faire chaque année en même temps et de la même manière que leur cotisation, un état de la propriété foncière dans chacune des dites cités. Les cotiseurs dans les dites cités seront pour les fins de cet acte, en égal nombre, catholiques romains et protestants, un catholique romain et un protestant agissant pour chaque quartier, et les nominations nécessaires pour cet objet sont autorisées par le présent acte.

28. Le dit état portera contre chaque lot ou propriété le montant de son évaluation, le nom du propriétaire et le montant à être prélevé sur icelui pour la taxe des écoles de la cité pour l'année, mais ce dernier renseignement pourra être omis pour la première année s'il y a quelque inconvénient.

Ce que contiendra cet état.

29. Le dit état sera divisé en quatre listes distinctes, savoir :

Division de l'état en quatre listes.

1. La liste numéro un comprendra la propriété foncière appartenant exclusivement à des propriétaires catholiques romains ;

Ce que contiendra la première ;

2. La liste numéro deux comprendra la propriété foncière appartenant exclusivement à des protestants ;

Et la deuxième ;

3. La liste numéro trois comprendra la propriété foncière appartenant à des corporations, compagnies incorporées et sujettes à être taxées, en vertu de cet acte, à des personnes qui n'appartiennent ni à la religion catholique romaine ni à la religion protestante, ou dont la religion n'est point connue, ou en partie ou conjointement à des personnes appartenant les unes à la religion catholique romaine, et les autres à la religion protestante, ou à des personnes qui auront déclaré par écrit leur désir que leur propriété soit inscrite sur cette liste, ou enfin à des maisons de commerce ou sociétés de commerce, qui n'auront point déclaré par leur agent, ou un de leurs membres, qu'elles voulaient que leur propriété fut inscrite sur la première ou la seconde liste ;

Et la troisième ;

4. La liste numéro quatre comprendra les propriétés foncières exemptées de taxe ;

Et la quatrième.

5. Les propriétés possédées pour en retirer un revenu par des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation seront inscrites sur la liste numéro un ou sur la liste numéro deux selon la dénomination religieuse à laquelle appartiendront telles institutions ou corporations, ou suivant les déclarations qui seront faites par elles à cet effet, et si la dénomination religieuse n'est pas apparente et s'il n'est fait aucune telle déclaration, elles seront placées sur la liste numéro trois.

Sur quelle liste seront inscrites les propriétés des institutions religieuses.

30. Dès que le dit état sera terminé, il sera déposé au bureau du trésorier de la cité, et avis en sera immédiatement donné dans au moins deux journaux français, et dans au moins deux journaux anglais publiés dans les dites cités. Et pendant les trente jours qui suivront la publication du premier avis il sera permis à toute personne d'examiner les dites listes.

L'état sera déposé et avis en sera donné.

31. Pendant les trente jours, l'un ou l'autre bureau de commissaires d'école ou aucune personne ou corporation dont le nom aura été inscrit erronément ou omis sur aucune des dites listes, ou qui verra que le nom d'une autre personne ou corporation a été inscrit erronément ou

Dans les 30 jours, et sur plainte, le trésorier pourra corriger les listes.

Appel au recorder.

Comment les erreurs pourront être corrigées après les 30 jours.

a été omis sur aucune des dites listes, pourra signifier toute plainte qu'elle se croira en droit de faire au trésorier de la cité qui amendera et corrigera les dites listes en conséquence, si la chose est nécessaire ; et il y aura appel de sa décision au Recorder dans un délai de trois jours.

32. Après l'expiration du dit délai, les dites listes serviront pour toutes les fins de cet acte pour l'année lors courante, mais pourront être encore corrigées comme ci-après pourvu, et tous comptes pour la dite taxe qui seront envoyés ou délivrés aux contribuables, et les reçus qui leur seront donnés, porteront d'une manière très apparente les mots "liste numéro un, taxe catholique romaine des écoles," "liste numéro deux, taxe protestante des écoles," "liste numéro trois, taxe neutre pour les écoles," selon le cas et selon la liste sur laquelle la propriété aura été inscrite. Il sera permis aux dits bureaux de commissaires d'école, ou à toute personne ou corporation, après l'expiration des dits trente jours, mais au moins trente jours avant le second paiement à être fait par la corporation, après que les dites listes auront été faites, de mettre devant le trésorier toute plainte qu'ils pourront avoir à faire au sujet des dites listes en en donnant avis trois jours d'avance au bureau des commissaires d'école dont la part de la somme pourra être diminuée par suite de cette plainte, avec appel au recorder dans les trois jours de la décision du trésorier, et, suivant la décision du trésorier ou du recorder, suivant le cas, la liste ou les listes seront amendées, et lors du prochain paiement l'erreur sera réparée pour les deux paiements.

Après le second paiement les listes pourront être déclarées en force.

Après le second paiement il sera loisible à la corporation, si elle le juge à propos, de déclarer que l'état et les listes telles qu'amendées seront en force pour l'espace de trois ans, à compter de leur date, et il ne sera fait aucun autre état ou listes pendant le temps pendant lequel les dits état et listes seront en force.

Répartition de la somme payable par la corporation.

33. La somme à être payée semi-annuellement pour l'entretien des écoles par la corporation, sera partagée comme suit :

1. Une somme proportionnée à la valeur de la propriété inscrite sur la liste numéro trois sera divisée entre les bureaux de commissaires d'école catholiques romains et protestants dans la proportion relative des populations catholiques romaines et protestantes dans les dites cités d'après le recensement lors dernier ;

2. La balance de la dite somme sera divisée entre les dits bureaux catholiques romains et protestants dans la proportion relative de la valeur de la propriété inscrite sur les listes numéro un et numéro deux respectivement.

Rétribution mensuelle

34. Il sera permis aux dits bureaux de commissaires d'école d'exiger des parents ou tuteurs des enfants fré-

quantant leurs écoles (excepté pour ceux qui en seront exemptés pour cause de pauvreté) le paiement d'une rétribution mensuelle n'excédant point vingt-cinq cents pour chaque école élémentaire, cinquante cents pour les écoles modèles et quatre piastres pour les académies, suivant les règles et règlements qui seront faits de temps à autre par les dits commissaires avec l'approbation du ministre de l'instruction publique, et ils mentionneront dans leurs rapports semi-annuels le nombre d'enfants instruits gratuitement et le nombre de ceux payant chaque taux de rétribution; et les dites rétributions pourront être recouvrées des parents ou tuteurs par poursuite devant le Recorder ou devant tout autre tribunal compétent, mais aucune telle poursuite ne sera intentée pour plus d'une année d'arrérages, ou pour une somme due depuis plus d'un an.

pourra être exigée.

Comment recouvrée.

35. Les dits commissaires d'école des dites cités, pendant les vingt années prochaines, auront le pouvoir de mettre à part une portion de leurs revenus, n'excédant pas un quart, pour l'achat de terrains et pour la construction de maisons d'école, sans aucune limitation quant au montant à être dépensé sur chaque maison d'école nonobstant toute loi à ce contraire. Et il sera permis aux dits bureaux de commissaires, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire des emprunts pour cet objet, et de transporter comme garantie de tels emprunts une partie de leurs réclamations annuelles contre la corporation pour les années suivantes, sujet toujours aux restrictions ci-dessus; et les dits bureaux pourront, avec la dite approbation, prélever des deniers en avance pour les dits objets au moyen de débentures d'un montant d'au moins cent piastres chacune, rachetables dans vingt ans au plus tard, et pour un montant n'excédant pas pour chacun des dits bureaux la somme de cent mille piastres, et alors la portion de leur revenu ainsi mise de côté chaque année ou autant d'icelle qu'ils détermineront formera un fonds d'amortissement pour le rachat des dites débentures.

Commissaires pourront mettre des fonds à part pour des terrains ou maisons d'écoles et pourront emprunter pour ces fins.

36. Les soixante-et-unième et soixante-et-deuxième sections du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada ne s'appliqueront point à l'avenir aux secrétaires-trésoriers des commissaires d'écoles des dites cités; et les dits secrétaires-trésoriers transmettront semi-annuellement, le premier de janvier et le premier de juillet, au ministre de l'instruction publique un état des recettes et des dépenses des dits bureaux; ils agiront sous les dits commissaires comme régisseurs et visiteurs des écoles, surveilleront la construction de toutes les maisons d'école qui seront construites par les dits commissaires, prendront les mesures propres à fournir aux dites écoles tout le matériel nécessaire et rendront tous les services qui seront requis d'eux et il leur sera alloué une commission

Secs. 61, 62 du c. 15, S. R. B. C. ne s'appliqueront pas aux trésoriers des dites cités.

Certains devoirs leur sont assignés.

Leur rémunération. n'excédant point trois pour cent sur les deniers reçus par eux, et n'excédant point en tout une somme annuelle de six cents piastres, le tout sujet à l'approbation du ministre de l'instruction publique.

Commissaires pourront posséder à un montant illimité. **37.** Les dits commissaires d'école des cités de Québec et de Montréal pourront posséder des biens immeubles à un montant illimité ; nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraires.

Interprétation. **38.** Les mots "majorité religieuse" et "minorité religieuse" dans cet acte et dans tout autre acte en force dans cette province concernant l'instruction publique, voudra dire "la majorité ou la minorité catholique romaine ou protestante" suivant le cas.

Somme en aide des municipalités pauvres sera à l'avenir \$8000. **39.** La somme appropriée annuellement en vertu du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada en aide aux municipalités pauvres sera à l'avenir de huit mille au lieu de quatre mille piastres, et pour cette fin il sera ajouté et demeurera ajouté une somme de quatre mille piastres à l'allocation des écoles communes permanente et additionnelle, et aussi une somme égale à l'augmentation qui aura lieu en vertu de cet acte dans la part de la dite allocation revenant aux cités de Québec et de Montréal.

C A P. X V I I .

Acte concernant les Ecoles d'Industrie.

[Sanctionné le 5 avril 1869.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

PRÉLIMINAIRE.

Titre abrégé. **1.** Cet acte pourra être cité comme l' "Acte des Ecoles d'Industrie, 1869."

Interprétation. **2.** Le mot "juges," usité dans le présent acte, signifie "juges de paix ;" le mot "magistrat" signifie "juge des sessions de la paix, recorder, ou magistrat de district ;" et le mot "directeurs" signifie et comprend toute personne ou personnes chargées de l'administration ou ayant la régie des écoles auxquelles s'applique le présent acte.

ÉCOLES D'INDUSTRIE.

Définition d'une école d'industrie.

3. Une école dans laquelle il est ordonné une éducation pour former à l'industrie, et où des enfants sont logés, habillés et nourris, aussi bien qu'instruits, sera exclusivement considérée comme une école d'industrie tombant dans la catégorie de celles définies par le présent acte.